



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
11 septembre 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Communication n° 2393/2014

Constatations adoptées par le Comité à sa 114^e session (29 juin-24 juillet 2015)

Communication présentée par : K. (représenté par Marianne Volund)

Au nom de : L'auteur

État partie : Danemark

Date de la communication : 19 mai 2014

Références : Décision prise par le Rapporteur spécial en application des articles 92 et 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 16 juin 2014 (non publiée sous forme de document)

Date de la décision : 16 juillet 2015

Objet : Expulsion de l'auteur vers son pays d'origine

Question(s) de procédure : Degré de justification des griefs; incompatibilité *ratione loci* et *ratione materiae* avec les dispositions du Pacte

Question(s) de fond : Interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; droit à la liberté d'opinion et d'expression

Article(s) du Pacte : 7 et 19

Article(s) du Protocole facultatif : 2



Annexe

Constatactions du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (114^e session)

concernant la

Communication n° 2393/2014*

Communication présentée par : K.¹ (représenté par Marianne Volund)

Au nom de : L'auteur

État partie : Danemark

Date de la communication : 19 mai 2014

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 16 juillet 2015,

Ayant achevé l'examen de la communication n° 2393/2014 présentée par M. K. en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant tenu compte de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

Adopte ce qui suit :

Constatactions au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif

1.1 L'auteur de la communication est M. K., de nationalité afghane, né le 1^{er} juin 1987. Il se trouve actuellement au Danemark, sous le coup d'une décision d'expulsion vers l'Afghanistan. Il affirme que son renvoi forcé vers ce pays emporterait une violation des articles 7 et 19 du Pacte. Il est représenté par un conseil, Marianne Volund.

1.2 Le 19 mai 2014, le Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, agissant au nom du Comité, a prié l'État partie de ne pas renvoyer l'auteur vers l'Afghanistan tant que sa communication serait à l'examen devant le Comité. Le 20 mai, l'État partie a décidé de surseoir à l'exécution de la décision d'expulsion visant l'auteur. Le 19 novembre, il a demandé la levée des mesures provisoires (voir plus bas, par. 4.11). Le 31 mars 2015, le Rapporteur spécial

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la présente communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Ahmed Amin Fathalla, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujall Seetulsingh, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.
Conformément à l'article 91 du règlement intérieur du Comité, Sarah Cleveland n'a pas participé à l'examen de la communication.

¹ L'auteur a demandé que son nom ne soit pas révélé.

chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires a décidé de ne pas accéder à cette demande.

Exposé des faits

2.1 L'auteur, de nationalité afghane, est un musulman sunnite de l'ethnie pachtoune. Entre décembre 2006 et mai 2011, il a travaillé comme interprète pour les Forces armées des États-Unis d'Amérique en Afghanistan, plus précisément dans les provinces de Kandahar, Nuristan, Jalalabad et Maidan Wardak². Il affirme qu'au cours de cette période il a été menacé plusieurs fois par téléphone parce qu'il travaillait pour les forces armées américaines³. Il affirme également qu'à trois reprises, les Talibans ont distribué dans les rues des « lettres nocturnes » dans lesquelles il était nommé comme « exemple de traître ». L'auteur ajoute que ses propres cousins ont appelé son père pour lui dire que son fils « ne devrait pas collaborer avec les infidèles ».

2.2 L'auteur explique qu'il a quitté l'Afghanistan à cause de toutes ces menaces. Il s'est rendu en Allemagne en toute légalité pour y assister à un séminaire et de là s'est rendu au Danemark, où il est arrivé le 30 mai 2011. Le 1^{er} juin 2011, il a demandé l'asile aux autorités danoises. Il a été interrogé par la police danoise le 7 juin et a rempli un formulaire de demande d'asile au Service danois de l'immigration (DIS) le 9 juin. Les 4 et 31 janvier 2012, il a eu deux entretiens avec des représentants du Service de l'immigration. Le 17 février 2012, le Service de l'immigration a rejeté sa demande d'asile.

2.3 Le 24 juin 2013, la Commission de recours des réfugiés a rejeté l'appel que l'auteur avait interjeté contre la décision du Service de l'immigration. Dans sa décision, elle mettait en doute la crédibilité de l'auteur, considérant qu'il avait donné des réponses contradictoires et parfois évasives à plusieurs questions lors de ses entretiens avec les représentants du Service de l'immigration, ainsi qu'au cours de l'audience devant la Commission elle-même. La Commission relevait en particulier que l'auteur n'avait pas évoqué dans sa demande d'asile les « lettres nocturnes » qui émanaient selon lui des Talibans, et qu'au cours de son premier entretien il avait dit que ces « lettres nocturnes » menaçaient de punitions sévères, d'une manière générale, « ceux qui collaboraient avec les Américains ». Ce n'est qu'à l'audience devant la Commission que l'auteur avait déclaré avoir été nommé cité dans trois de ces « lettres nocturnes ». Interrogé sur ces divergences et sur la manière dont il avait eu connaissance de telles lettres, l'auteur avait donné des explications évasives et peu convaincantes, déclarant avoir appris leur existence fortuitement, dans le cadre de son travail d'interprète. La Commission de recours des réfugiés mettait également en doute les dires de l'auteur concernant les menaces téléphoniques des Talibans, ainsi que les menaces reçues de la population locale et de ses cousins par l'intermédiaire de son père. Elle relevait que l'auteur, lors de son deuxième entretien avec les

² L'auteur joint un mémorandum du 10 juin 2011 dans lequel le Commandement mixte de transition en matière de sécurité en Afghanistan (Ministère de la défense des États-Unis) informe son prestataire de services, Mission Essential Personnel, qui employait l'auteur, du renvoi du passeport de ce dernier après une « absence non autorisée ». L'auteur joint également une lettre de recommandation établie par un commandant de l'armée américaine pour appuyer sa demande de visa. Dans cette lettre, le commandant atteste qu'il a été le superviseur direct de l'auteur et qu'il est resté en contact avec lui et avec le Regional Corps Advisory Command-Central depuis qu'il a quitté l'Afghanistan en août 2009. Le commandant ajoute que d'après ce que lui ont dit ces deux sources « les menaces contre [l'auteur] s'étaient multipliées, ce qui l'avait amené à prendre la décision de fuir l'Afghanistan à l'occasion d'un voyage officiel en Allemagne ».

³ L'auteur ne donne aucune précision sur la teneur des menaces qu'il aurait reçues. D'après l'exposé des faits qui figure dans la décision de la Commission de recours des réfugiés en date du 24 juin 2013, il dit avoir été menacé une vingtaine de fois entre 2008 ou 2009 et la fin 2010. En outre, il affirme que son père lui a transmis à plusieurs reprises, à partir de 2007 et jusqu'à son départ d'Afghanistan, des menaces téléphoniques émanant de ses cousins.

représentants du Service de l'immigration, avait déclaré qu'il avait des relations conflictuelles avec la population locale, qui accusait les interprètes d'être responsables des homicides commis, mais qu'il n'avait subi que « des remontrances ». Plus tard au cours de l'audience devant la Commission, l'auteur avait déclaré être persécuté par la population locale. Enfin, la Commission relevait que l'auteur avait menti au sujet de son itinéraire de voyage en affirmant avoir payé un intermédiaire et n'avoir jamais eu de passeport. Elle concluait que les explications données par l'auteur pour motiver sa demande ne justifiaient pas que l'asile lui soit accordé.

2.4 L'auteur conteste que ses déclarations aient été incohérentes, comme le soutient la Commission de recours des réfugiés. Il admet avoir oublié de mentionner les « lettres nocturnes » dans le formulaire de sa demande d'asile, mais indique qu'il avait ensuite souhaité ajouter cette information, ainsi qu'il l'avait dit à la représentante de la Croix-Rouge avec qui il avait pris contact. Celle-ci avait appelé la police danoise, qui avait répondu que toute information complémentaire devait être apportée à l'occasion de l'entretien au Service de l'immigration⁴. L'auteur ajoute qu'au cours de l'audience devant la Commission de recours des réfugiés, il a complété ses déclarations antérieures au sujet des « lettres nocturnes », en indiquant qu'il était nommément cité comme exemple de traître dans trois d'entre elles. En ce qui concerne les menaces qu'il aurait reçues de la part des Talibans et de la population locale, l'auteur assure que ses déclarations n'étaient pas contradictoires et qu'il y a eu une erreur de traduction, car il considère que « des remontrances constituent des menaces personnelles ». S'agissant des menaces qui auraient été proférées par ses cousins, il estime qu'il n'y a rien de contradictoire dans le fait qu'il ait d'abord parlé de « proches » puis de « cousins ». Enfin, l'auteur soutient que le fait de n'avoir pas indiqué son véritable itinéraire de voyage ne saurait fonder le rejet de sa demande d'asile.

2.5 Par une lettre en date du 4 avril 2014, l'auteur a sollicité la réouverture de son dossier à la Commission de recours des réfugiés. Celle-ci a rejeté sa demande le 19 mai 2014, estimant qu'il n'avait présenté aucun élément nouveau d'importance fondamentale et que par conséquent il n'y avait pas motif à réouverture de la procédure ou à prolongation du délai fixé pour son départ. La Commission faisait observer que, dans la décision par laquelle elle avait débouté l'auteur de sa demande d'asile, elle avait tenu compte à la fois de sa situation personnelle et d'autres éléments d'appréciation dont elle disposait, notamment la situation générale des interprètes en Afghanistan, et avait conclu que l'auteur n'avait pas su démontrer quelle était la probabilité, s'il retournait dans ce pays, qu'il coure un risque réel d'être persécuté ou violenté par les Talibans ou d'autres personnes pour le seul motif de son travail d'interprète auprès des forces internationales.

2.6 L'auteur fait valoir qu'en vertu de la loi danoise sur les étrangers, les décisions de la Commission de recours des réfugiés ne sont pas susceptibles d'appel devant les juridictions nationales et qu'il a donc épuisé tous les recours internes qui lui étaient ouverts. Il relève que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dans ses observations finales concernant le dix-septième rapport périodique du Danemark (CERD/C/DEN/CO/17), a recommandé que les demandeurs d'asile aient le droit de faire appel des décisions de la Commission de recours des réfugiés (voir *ibid.*, par. 13).

⁴ L'auteur joint une lettre de S. M. E., employée de la Croix-Rouge, qui dit qu'elle l'a aidé à présenter sa demande d'asile et, en particulier, qu'elle a appelé la police pour s'enquérir de la marche à suivre pour apporter des informations complémentaires.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur soutient que s'il est expulsé vers l'Afghanistan, il courra un grand risque d'être soumis à une peine ou à un traitement inhumain ou dégradant, en violation de l'article 7 du Pacte. Il affirme que le fait d'avoir travaillé pendant cinq ans pour les Forces armées des États-Unis d'Amérique dans différentes régions d'Afghanistan lui vaut d'être perçu comme un traître par les Talibans et l'expose à un risque d'agression ou de violence de leur part comme de celle la population locale. Il renvoie au rapport de la mission d'enquête à Kaboul diligentée par le Service danois de l'immigration, qui confirme que les employés d'entreprises occidentales travaillant pour les forces internationales en Afghanistan sont très exposés au risque d'agression et d'homicide, et que ce risque est particulièrement élevé pour les interprètes⁵.

3.2 L'auteur soutient également que son expulsion vers l'Afghanistan serait contraire à l'article 19 du Pacte. Il fait valoir qu'une activité d'interprète auprès de l'armée américaine, perçue par les Talibans comme un acte d'expression politique et de trahison, relève du droit à la liberté d'expression.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Dans une lettre en date du 19 novembre 2014, l'État partie conteste la recevabilité et le fond de la communication. Il fait observer qu'il incombe à l'auteur d'établir la recevabilité *prima facie* de sa plainte. Il soutient que le grief soulevé par l'auteur au titre de l'article 7 est manifestement dénué de fondement et devrait donc être déclaré irrecevable, faute d'avoir été suffisamment étayé.

4.2 Au sujet du grief soulevé par l'auteur au titre de l'article 19, l'État partie relève qu'il n'est pas fondé sur un quelconque traitement que l'auteur aurait subi au Danemark ou sur un territoire sous juridiction danoise. L'État partie fait valoir qu'il ne saurait être tenu responsable de violations présumées de l'article 19 imputables à d'autres États. Il en conclut que le Comité n'a pas compétence pour examiner ce grief et qu'il devrait donc déclarer celui-ci irrecevable pour incompatibilité avec les dispositions du Pacte. L'État partie renvoie à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a établi que la protection extraterritoriale des droits énoncés dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales avait un caractère exceptionnel⁶. Il relève également que le Comité n'a jamais examiné sur le fond aucune plainte concernant une expulsion qui aurait emporté la violation, dans l'État de réception, de dispositions autres que celles des articles 6 et 7 du Pacte. Il fait valoir que l'extradition, l'expulsion, le déplacement ou le transfert par d'autres moyens d'une personne qui redoute d'être privée par un autre État partie de droits garantis par d'autres dispositions du Pacte que celles-là, par exemple l'article 19, n'entraînerait pas un préjudice irréparable tel que les traitements visés aux articles 6 et 7. L'État partie conclut que cette partie de la communication devrait être déclarée irrecevable *ratione loci* et *ratione materiae*.

4.3 L'État partie considère que, même à supposer que le grief soulevé au titre de l'article 7 soit déclaré recevable, les faits présentés par l'auteur ne font apparaître aucune violation de cette disposition.

4.4 L'État partie fait observer que la Commission de recours des réfugiés, lorsqu'elle vérifie si les conditions requises par la loi sur les étrangers pour l'octroi d'un permis

⁵ Service danois de l'immigration, *Report on the DIS fact-finding mission to Kabul : Afghanistan : country of origin information for use in the asylum determination process, 25 February to 4 March 2012*.

⁶ L'État partie cite l'arrêt de la Cour en l'affaire *Soering c. Royaume-Uni*, du 7 juillet 1989 (requête n° 14038/88), et la décision sur la recevabilité en l'affaire *Z. et T. c. Royaume-Uni*, du 28 février 2006 (requête n° 27034/05).

de résidence sont remplies⁷, apprécie si l'intéressé a des raisons légitimes de craindre qu'une forme de persécution précise, d'une certaine gravité, le vise individuellement s'il est renvoyé dans son pays d'origine. Pour évaluer le bien-fondé d'une telle crainte, la Commission examine, au vu des informations dont elle dispose, de quelle persécution le demandeur d'asile a été victime avant de quitter son pays d'origine, et, plus important encore, quelle serait sa situation personnelle s'il retournait dans son pays. L'État partie fait valoir que les déclarations faites par l'auteur au sujet de la persécution dont il aurait fait l'objet avant son départ n'ont pas été jugées plausibles par la Commission de recours des réfugiés. Il ajoute qu'aucun élément nouveau n'a été soumis au Comité.

4.5 L'État partie fait observer que la Commission de recours des réfugiés a admis comme étant un fait avéré que l'auteur avait été employé comme interprète auprès des forces américaines déployées en Afghanistan et qu'il appartenait donc à un groupe de personnes « qui pouvaient d'une manière générale être exposées à un risque de violence de la part des Talibans et d'autres groupes luttant contre les autorités afghanes et internationales ». La Commission a toutefois estimé que cela ne suffisait pas à justifier l'octroi d'un permis de résidence. Il aurait fallu que l'examen du cas particulier de l'auteur à la lumière d'autres éléments d'appréciation de caractère général montre que l'intéressé courait individuellement un risque précis de persécution s'il était renvoyé en Afghanistan. L'État partie cite l'arrêt rendu dans l'affaire *H. et B. c. Royaume-Uni* par la Cour européenne des droits de l'homme, laquelle a estimé qu'un requérant afghan qui avait travaillé comme interprète pour les forces armées américaines en Afghanistan ne pouvait pas prétendre être en danger à Kaboul en raison de son profil et des conditions de sécurité dans cette ville. La Cour a considéré que le seul fait d'avoir travaillé antérieurement comme interprète pour les forces armées américaines ne suffisait pas pour que le requérant soit en danger à Kaboul, et qu'elle devait plutôt examiner sa situation particulière, la nature de son réseau relationnel et son profil. Elle a conclu que le requérant n'avait pas démontré que son renvoi en Afghanistan emporterait une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme⁸.

4.6 Dans la présente affaire, l'État partie fait observer que l'auteur n'a pas dit à la police danoise, ni mentionné dans sa demande d'asile, qu'il avait reçu des menaces concrètes sous la forme de « lettres nocturnes ». Il a dit aux représentants du Service de l'immigration qu'il avait omis cette information parce que c'était à eux qu'il voulait la communiquer. À l'audience devant la Commission de recours des réfugiés, il a dit qu'il avait eu peur de donner cette information par écrit « de crainte qu'elle ne parvienne à des tiers non autorisés ». Dans sa plainte au Comité, l'auteur a dit qu'il avait oublié de mentionner les lettres dans sa demande d'asile et qu'il avait par la suite cherché à le faire avec l'aide de la Croix-Rouge. L'État partie fait observer en outre que l'auteur a donné des informations contradictoires sur la nature de ces lettres (sur le point de savoir si elles avaient un caractère général ou si elles le concernaient directement), ainsi que sur leur source et leurs signataires. À ce propos, l'État partie relève qu'aux représentants du Service de l'immigration, l'auteur a dit que les lettres avaient été distribuées par des militaires afghans, alors que plus tard, à l'audience devant la Commission de recours des réfugiés, il a déclaré qu'elles avaient été ramassées dans la rue par des militaires américains. En outre, lors de son entretien au Service de l'immigration, l'auteur a dit que les lettres avaient été signées par des

⁷ L'État partie indique au Comité qu'en vertu du paragraphe 1 de l'article 7 de la loi sur les étrangers, un permis de résidence est délivré sur demande à un étranger si celui-ci répond aux conditions énoncées dans la Convention relative au statut des réfugiés, et qu'en vertu du paragraphe 2 du même article, un permis de résidence est délivré à un étranger si ce dernier risque d'être condamné à mort ou soumis à la torture ou à des mauvais traitements.

⁸ Arrêt du 9 mars 2013 (requêtes n^{os} 70073/10 et 44569/2011)

mollahs et qu'elles avaient été diffusées dans trois provinces distinctes, mais ensuite, au cours du même entretien, il a dit qu'elles avaient été signées par le commandant Baljol et qu'elles provenaient toutes de la province de Takhar. L'État partie estime que les déclarations de l'auteur concernant les menaces concrètes dont il aurait fait l'objet sont contradictoires. La Commission de recours des réfugiés avait conclu elle aussi que les propos de l'auteur sur les « lettres nocturnes » étaient incohérents et qu'il s'agissait d'informations inventées.

4.7 L'État partie estime que les propos de l'auteur concernant les « conflits » qu'il aurait eus en Afghanistan avant son départ sont également incohérents. Dans sa demande d'asile, l'auteur a dit qu'il avait été menacé plusieurs fois par téléphone, de même que son père et ses proches. Lors de son premier entretien avec les représentants du Service de l'immigration, il a déclaré avoir eu des problèmes avec les Talibans à cause de son travail d'interprète, mais au cours du deuxième entretien, il a déclaré avoir eu aussi des relations conflictuelles avec la population locale, qui l'avait personnellement menacé. Pourtant, il n'a jamais parlé à la Commission de recours des réfugiés de menaces proférées par la population locale. L'État partie conclut que l'auteur n'a cessé de donner aux autorités danoises des informations contradictoires sur les problèmes qu'il aurait eus en Afghanistan.

4.8 Enfin, l'État partie relève que la Commission de recours des réfugiés n'a pas jugé convaincantes les raisons invoquées par l'auteur pour expliquer qu'il ait menti sur son itinéraire de voyage.

4.9 L'État partie considère que l'auteur cherche à obtenir du Comité qu'il agisse comme un organe d'appel et qu'il procède à un nouvel examen des faits dans la présente affaire. L'État partie estime que le Comité devrait accorder le poids voulu aux conclusions de fait de la Commission de recours des réfugiés, qui est la plus à même d'apprécier les faits de l'espèce.

4.10 L'État partie ajoute que chaque demandeur d'asile se voit attribuer par la Commission de recours des réfugiés un conseil qui l'assiste gratuitement, et que la procédure devant la Commission comprend une audience à laquelle assistent le demandeur d'asile, son conseil et un interprète, ainsi qu'un représentant du Service de l'immigration.

4.11 L'État partie informe le Comité qu'en réponse à sa demande de mesures provisoires, la Commission de recours des réfugiés a suspendu jusqu'à nouvel ordre le délai imparti à l'auteur pour qu'il quitte le Danemark. Au vu de tout ce qui précède, l'État partie prie le Comité de réexaminer la demande de mesures provisoires.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Le 27 mars 2015, l'auteur a fait part de ses commentaires sur les observations de l'État partie concernant la recevabilité et le fond. Il relève que l'État partie n'a apporté aucun élément nouveau qui justifierait que le Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires réexamine sa décision en ce qui concerne la demande de mesures provisoires.

5.2 L'auteur souligne que la décision le concernant a été adoptée par une majorité des membres de la Commission de recours des réfugiés et n'a donc pas recueilli l'approbation de tous.

5.3 L'auteur dément avoir indiqué dans sa demande d'asile, comme le prétend l'État partie, que ses proches avaient reçu des menaces, et affirme avoir écrit en réalité que c'était *lui-même* qui avait été menacé par ces proches.

5.4 À propos des « lettres nocturnes », l'auteur insiste sur le fait que ses déclarations à ce sujet n'étaient pas contradictoires. Il explique que c'est seulement trois jours

après avoir présenté sa demande d'asile, après avoir participé à un cours au centre des demandeurs d'asile, qu'il a appris que les renseignements consignés dans le formulaire étaient confidentiels et qu'il a alors pris contact avec les représentants de la Croix-Rouge pour qu'ils l'aident à présenter des informations supplémentaires importantes qu'il avait omises dans sa demande. L'auteur ajoute que les renseignements qu'il a donnés lors de son interrogatoire par la police ne sauraient être jugés fiables. L'auteur fait observer que deux lettres émanant de responsables américains en poste en Afghanistan (jointes à sa communication initiale) confirment que sa famille et lui-même « ont subi de nombreuses menaces [...] en raison de son travail pour les forces armées américaines et la Force internationale d'assistance à la sécurité » et qu'il avait « reçu des menaces crédibles par la voie de lettres nocturnes des Talibans » à trois reprises au moins.

5.5 L'auteur relève que la traduction du nom danois de la « Commission de recours des réfugiés » n'est pas exacte car il s'agit en fait d'un organe administratif – et non pas judiciaire – dont les règles de procédure n'exigent pas que les demandeurs d'asile soient assistés d'un conseil, qui tient ses audiences à huis clos, qui n'autorise l'audition de témoins que dans des cas très limités, qui n'exige aucune qualification particulière des interprètes qu'elle emploie, et dont l'un des cinq membres est nommé par le Ministère de la justice. En outre, ses décisions ne sont pas susceptibles d'appel devant les juridictions nationales.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

6.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

6.3 Le Comité prend note des déclarations de l'auteur, qui affirme que les décisions de la Commission de recours des réfugiés ne sont pas susceptibles d'appel et qu'il a donc épuisé les recours internes. Cette affirmation n'a pas été démentie par l'État partie. Le Comité considère par conséquent que les recours internes ont été épuisés, ainsi que l'exige l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole facultatif.

6.4 Le Comité estime que l'auteur n'a pas suffisamment étayé, aux fins de la recevabilité, le grief qu'il soulève au titre de l'article 19 du Pacte, à savoir que son expulsion vers l'Afghanistan le priverait de son droit à la liberté d'expression, et en particulier de son droit de travailler comme interprète pour les forces armées américaines en Afghanistan. Le Comité déclare par conséquent que cette partie de la communication est irrecevable au regard de l'article 2 du Protocole facultatif.

6.5 En ce qui concerne le grief soulevé par l'auteur au titre de l'article 7 du Pacte, le Comité note que l'État partie en conteste la recevabilité au motif qu'il n'est pas suffisamment étayé. Il relève cependant que l'auteur a suffisamment expliqué, aux fins de la recevabilité, les raisons pour lesquelles il redoute que son renvoi en Afghanistan ne l'expose à un risque de traitement incompatible avec l'article 7 du Pacte, compte tenu de son activité passée d'interprète au service des forces armées américaines en Afghanistan. Le Comité conclut par conséquent que le grief soulevé par l'auteur au titre de l'article 7 est recevable au regard de l'article 2 du Protocole facultatif.

6.6 Compte tenu de ce qui précède, le Comité déclare que la communication est recevable, en ce qu'elle semble soulever des questions au regard de l'article 7 du Pacte, et procède à son examen sur le fond.

Examen au fond

7.1 Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité des droits de l'homme a examiné la présente communication en tenant compte de toutes les informations que lui ont communiquées les parties.

7.2 Le Comité prend note de l'argument de l'auteur, qui soutient qu'il risque d'être maltraité par les Talibans et la population locale s'il est renvoyé en Afghanistan, parce qu'il a travaillé pendant cinq ans comme interprète pour les forces armées américaines déployées dans le pays et que cela lui vaudrait d'être immédiatement considéré comme un traître. L'auteur affirme avoir reçu des menaces à plusieurs reprises, lorsqu'il se trouvait en Afghanistan, de la part des Talibans, de ses cousins et de la population locale. Il fait valoir également que le Service danois de l'immigration a lui-même reconnu dans un rapport que les interprètes travaillant pour les forces internationales pouvaient être pris pour cible par les Talibans. L'État partie conteste quant à lui la recevabilité et le fond de ce grief et considère que les déclarations de l'auteur au sujet des menaces dont il aurait été la cible avant son départ d'Afghanistan sont contradictoires et invraisemblables à plusieurs égards. C'est également ce qu'avait conclu la Commission de recours des réfugiés dans sa décision du 24 juin 2013.

7.3 Le Comité renvoie à son observation générale n° 31 (2004) sur la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte, dans laquelle il rappelle que les États ont l'obligation de ne pas extraditer, déplacer, expulser ou transférer par d'autres moyens une personne de leur territoire s'il existe des motifs sérieux de croire qu'il y a un risque réel que cette personne subisse un préjudice irréparable, tel que les traitements visés aux articles 6 et 7 du Pacte (voir *ibid.*, par. 12). Le Comité a établi en outre que ce risque doit être personnel⁹ et qu'il faut dûment démontrer qu'il y a des motifs sérieux de conclure à l'existence d'un risque réel de préjudice irréparable. Ainsi, tous les faits et circonstances pertinents doivent être pris en considération, y compris la situation générale des droits de l'homme dans le pays d'origine de l'intéressé¹⁰.

7.4 Le Comité rappelle que d'une manière générale, c'est aux organes des États parties au Pacte qu'il appartient d'apprécier les faits et les éléments de preuve dans une affaire donnée aux fins de déterminer l'existence d'un tel risque, à moins qu'il ne soit établi que cette appréciation a été arbitraire ou manifestement entachée d'erreur ou a représenté un déni de justice¹¹.

7.5 Le Comité note que la Commission de recours des réfugiés a examiné attentivement chacune des allégations de l'auteur, et analysé tout particulièrement celles qui concernaient les menaces que l'auteur aurait reçues en Afghanistan, et qu'elle les a jugées contradictoires et invraisemblables à plusieurs égards. L'auteur conteste les conclusions de fait de la Commission ainsi que l'appréciation que celle-ci a faite des éléments de preuve, mais sans expliquer en quoi cette appréciation aurait été arbitraire ou aurait constitué un déni de justice.

⁹ Voir, entre autres, les communications n° 2272/2013, *P. T. c. Danemark*, constatations du 1^{er} avril 2015, par. 7.2, et n° 2007/2010, *X. c. Danemark*, constatations du 26 mars 2014, par. 9.2.

¹⁰ Voir les communications n° 2007/2010, *X. c. Danemark*, par. 9.2, et n° 1833/2008, *X. c. Suède*, constatations du 1^{er} novembre 2011, par. 5.18.

¹¹ Voir, entre autres, les communications n° 2272/2013, *P. T. c. Danemark*, par. 7.3; n° 2053/2011, *B. L. c. Australie*, constatations du 16 octobre 2014, par. 7.3; n° 2049/2011, *Z. c. Australie*, constatations du 18 juillet 2014, par. 9.3.

7.6 À propos des déclarations générales de l'auteur concernant l'absence de garanties dans la procédure devant la Commission de recours des réfugiés, le Comité note que l'auteur a bénéficié de l'assistance d'un conseil et qu'il a participé à l'audience avec l'aide d'un interprète mis à sa disposition par la Commission. Le Comité estime par conséquent que l'auteur n'a pas démontré en quoi cette procédure aurait constitué un déni de justice dans son cas.

7.7 Le Comité prend note de l'allégation de l'auteur concernant un risque général d'être pris pour cible par les Talibans s'il est renvoyé en Afghanistan. Le Comité estime cependant que l'auteur n'a pas démontré qu'il y avait des motifs sérieux de croire que son expulsion vers l'Afghanistan l'exposerait à un risque personnel, fondé uniquement sur son activité passée d'interprète au service des forces armées américaines. Le Comité considère donc que l'auteur n'a pas démontré que son renvoi en Afghanistan l'exposerait à un préjudice irréparable en violation de l'article 7 du Pacte.

8. Le Comité des droits de l'homme, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, constate que l'expulsion de l'auteur vers l'Afghanistan n'emporterait pas une violation des droits garantis à l'auteur en vertu de l'article 7 du Pacte.
